



8 500 personnes dimanche sur le terrain :
« Nous garderons le Larzac »

Larzac : Les labours de la colère

Le pouvoir ouvre l'épreuve de force. Les paysans du plateau organisent résolument la riposte. Rendez-vous pour le 28 octobre.

Le gouvernement vient d'engager l'épreuve de force au Larzac. Au Larzac, où des paysans s'acharnent depuis des années à conserver leurs terres. Des milliers d'hectares sont convoités par l'armée. Une histoire que le grand public avait quelque tendance à oublier... Le pouvoir, lui, n'oublie pas ; face à la détermination des terriens, il frappe à l'improviste, et aussi discrètement que possible. Du moins essaie-t-il, car sur le plateau, c'est la veille permanente.

Le 26 septembre, le préfet de l'Aveyron signe un décret de cessibilité pour les terres situées sur les communes de La Cavalerie et de La Roque-Sainte Marguerite. Voilà qui ne l'empêchera pas dans les jours suivants d'affirmer que le dialogue est toujours ouvert ! Il faudra une indiscretion pour que l'affaire éclate dans les premiers jours d'octobre. Point de panique, point de cris, mais la froide colère. Une ferme résolution anime les gens du Larzac. « Ainsi, on veut nous arracher définitivement les terres, disent-ils, eh bien, on remet ta machine en route. »

Un échec pour l'armée

La contestation — la contestation spectaculaire s'entend — repart sur les chapeaux de roues. La cathédrale de Rodez « abrite » quatorze grévistes de la faim ; réponse immédiate à l'attaque du pouvoir. Partout en France, les comités Larzac sont invités à reprendre sérieusement leurs activités. Dès le dimanche 8 octobre, 5 000 personnes sont sur le terrain, ainsi que 150 tracteurs pour labourer la terre ; celle-là même que l'armée a déjà acquise...

Les paysans du Larzac, après sept années de lutte font un bilan : « Pour nous, c'est une réussite ; pour l'armée, un échec », disent-ils en substance. Et de fournir des chiffres. Depuis 1970, cette région agricole s'est développée malgré les tentatives de destruction : dix-sept bergeries ont été construites dont trois sur le territoire acquis par l'armée ; le troupeau de brebis laitières a augmenté de 6 % (13 100 laitières aujourd'hui) et il faut y ajouter 2 500 brebis à viande (spéculation inexistante avant) : donc, un accroissement de 26 %. De même, la production laitière a augmenté de 42 %, les surfaces cultivées de 29 %. Faut-il en conclure que l'armée a donné involontairement à cette région les moyens de revivre ? Un comble, mais une réalité...

Le bilan ne s'arrête pas là. Plus intéressant encore est l'état d'acquisition par l'armée. Avec 5 300 hectares achetés, elle n'a pu acquérir que 38 % des terres convoitées en sept ans ; et cela, malgré toutes les brimades que l'on sait. Jamais dans l'histoire de l'armée, une extension de camp a été aussi difficile. Aussi, ce leader peut annoncer : « Nous ne disons plus : nous garderons le Larzac, nous disons : nous gardons le Larzac, n'en déplaise aux militaires. »

Pourtant, notent les militants P.S.U. de Millau, l'armée a mis en œuvre depuis l'automne 77, la tactique de l'étouffement et de la dissuasion. Elle se traduit par une présence constante et massive. Les déplacements de convois et les manœuvres se succèdent sur tous les terrains, privés ou non. Les incidents entre militaires et paysans sont nombreux.

Par ailleurs, l'armée a fait savoir qu'elle a besoin de 600 logements dans la région de Millau-St-Afrique ; elle a déjà pris des options dans les programmes d'H.L.M. Un crédit de 14 280 000 F actuels vient d'être affecté à la remise en service de la voie ferrée Tournemire-L'Hospital - Larzac, qui devient exclusivement militaire.

D'autres forces

Aujourd'hui les paysans peuvent compter sur d'autres forces que les leurs. Et l'Evêque de Rodez n'est pas seul à les soutenir. Les ouvriers de Millau (la ville toute proche) sont solidaires dans une « *même lutte* ». « *Comment ! disent-ils, on nous refuse 200 millions (anciens) pour relancer l'industrie et sauver nos emplois, et on est prêt à dépenser 15 milliards pour acheter des terres à des paysans qui ne veulent pas vendre ?* » Par delà cette simple constatation, ils posent le problème fondamental de ces régions dites déshéritées. Avec l'extension du camp, c'est toute l'économie régionale qui prend un mauvais coup. Cette économie n'est pourtant pas brillante : que l'on examine le nombre de chômeurs et des emplois menacés de Millau et des environs. Dans tout cela, il faut voir, disent les ouvriers : « *une même menace sur notre identité régionale : langue et culture commune qui constituent un mode de vie qui est bien le nôtre.* »

Le succès des labours de dimanche dernier laisse bien augurer du 28 octobre. Car le 8, ce n'était qu'une première semonce pour l'armée, du « *vite fait sur le feu* ». Le grand jour, le jour où ce sera à nouveau la fête pour le Larzac,

c'est le 28 octobre. Partout en France, les comités locaux doivent organiser l'action selon leurs inspirations. Ici et là, certains ont déjà prévu des grèves de la faim.

Gardons le Larzac.

Dominique RIVIERE ■

VOUS AVEZ DIT : « CESSIBILITE » ?

Le décret pris par le préfet de l'Aveyron a les conséquences majeures suivantes :

- Les propriétaires ne peuvent plus vendre de terre à d'autres qu'à l'armée. Impossible notamment de vendre aux G.F.A. (Groupements fonciers agricoles) qui avaient été créés pour acheter à la place de l'armée et avaient déjà acquis plus de 1 100 hectares.
- Dans un délai de six mois une ordonnance d'expropriation sera prononcée contre les paysans du Larzac. S'ils refusent de partir — et ils refuseront ! — une ordonnance d'expulsion devra alors être prise par les magistrats. Cette dernière pouvant être ou ne pas être appliquée.